ÉDITORIAL

« Manager la souveraineté : le régalien dans tous ses états ! »

► **Alain Burlaud^a, Stéphanie Chatelain-Ponroy^a
et Gérald Orange^b, éditeurs invités**

^a Cnam, LIRSA

^b Université de Rouen, NIMEC

Introduction

Est-il possible de définir scientifiquement le régalien comme le fait de « Manager la souveraineté » ? C'est à cette question que le colloque de la revue PMP, qui s'est tenu en décembre 2018 avec le soutien de l'IGPDE, de l'ESCP et du LIRSA (Cnam), a cherché à apporter une réponse.

Le juriste publiciste y verra les attributs de la souveraineté, d'origine royale, assurant la justice, la sécurité des biens, des personnes et des frontières, la protection du commerce ou le privilège de battre monnaie et de lever l'impôt ; le sociologue prétendra ne pas rencontrer cet objet sur le terrain ; le politiste n'y verra qu'un pouvoir parmi d'autres ; le gestionnaire y reconnaîtra des organisations créées pour mettre en œuvre les politiques publiques dans la défense, la sécurité, la justice, la santé... et autrefois la poste ; le spécialiste du droit international, ou même européen, identifiera un néo-régalien dans les décisions d'institutions supranationales, comme celles portant sur l'intérêt public européen, ou dans les mécanismes de résolution de conflits mettant aux prises des populations autochtones face à des projets détruisant leur environnement ; le géostratège soulignera l'émergence d'un management impérial de la souveraineté en Chine, en Turquie ou en Russie, guère préoccupé par le respect des droits universels, apanage des démocraties...

Des phénomènes politiques transforment cet objet insaisissable et il faudrait la main des historiens pour démêler l'écheveau des approches du régalien au travers des évolutions économiques, sociales ou linguistiques des sociétés. Peut-on encore se satisfaire de l'opposition ou de l'addition d'un État Gendarme et d'un État Providence ? Mais

alors, qui est le souverain ? Comment manager ces expressions éclatées de la souveraineté ? Reste une conviction : pour répondre à ces questions, il est nécessaire d'accepter des regards multiples sur une variété de domaines afin que les disciplines des sciences sociales réfléchissent ensemble tout en laissant ouverte la définition du concept.

Ce numéro de la revue *PMP*, affichant une vocation pluridisciplinaire, a pour objectif de faire connaître des recherches en matière de management de la souveraineté et du régalien en cette deuxième décennie du XXI^e siècle. Les articles qu'il rassemble offrent une présentation de travaux en sciences sociales et humaines utilisés dans le cadre des approches de la chose publique et du droit.

La contribution de Marine Bastiège et Florian Favreau interroge les relations entre l'État régalien et le fait transnational dans le domaine du management des ressources naturelles et démontre que l'État régalien constitue, aujourd'hui, l'acteur majeur du management des ressources naturelles.

Poursuivant et étendant cette réflexion sur le fait transnational, Florian Favreau montre que la crise de l'État régalien entraîne l'apparition de régimes transnationaux et, plus largement, un affaiblissement de la distinction entre sphères publique et privée. Il affirme que le développement d'espaces transnationaux favorise, en retour, une mutation de la nature même de l'État régalien.

Anaïs Saint Jonsson, Emil Turc et Philippe Agopian s'interrogent quant à eux sur la manière dont les pilotes d'organisations publiques du domaine régalien traduisent et conduisent les changements organisationnels et culturels en leur sein. Une étude de cas sur la prévention des risques professionnels dans le métier des sapeurs-pompiers leur permet d'illustrer leur recherche.

Le dernier mot est donné à deux représentantes de l'action publique. L'article de Bernadette Malgorn, ancienne préfète de région, permet d'éclairer la question du management des nouveaux espaces en exploration ou en création. La maîtrise des mers en constitue l'illustration au travers des exemples de la lutte contre les pollutions marines et du contrôle de l'immigration par la mer qui exigent une réponse régaliennne des États dans un cadre nécessairement coordonné.

De son côté, Danièle Lamarque, membre de la Cour des comptes européenne, montre comment les politiques européennes de migration et d'asile touchent à de nombreux domaines de la souveraineté et souligne la difficulté à mettre en place une gouvernance propre à concilier une approche transnationale, nécessaire pour résoudre des problèmes complexes à caractère transfrontalier, et l'exercice de la souveraineté des États membres.

Leurs deux sujets se rejoignent pour témoigner d'une actualité tragique laissant « le régalien dans tous ses états ».

Nous remercions les auteurs pour leurs contributions et espérons que les lecteurs de la revue trouveront dans ces contributions des éclairages variés et stimulants de cette vaste question.

Les 13 et 14 décembre 2018, la revue PMP a tenu à l'ESCP Europe de Paris un colloque sur le thème « **Manager la souveraineté: le régalien dans tous ses états** », soutenu par le Cnam et son laboratoire Lirsa et l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE).

Une cinquantaine de participants y ont participé avec :

- 2 conférences invitées : « Il n'y a pas d'État régalien » par Yannick Blanc, préfet, haut-commissaire à l'engagement civique et « Management public, management de la puissance publique : *redux* ! » par Patrick Gibert, professeur émérite, Université Paris-Nanterre ;
- 17 communications réparties dans 6 ateliers ;
- 4 tables rondes : 1/ « Sous-traitance, contractualisation et dévolution dans les fonctions régaliennes traditionnelles : le cas de la sécurité », animée par Bernadette Malgorn, ancienne préfète de région et de zone de défense et de sécurité ; 2/ « Le régalien, disparition ou retour ? », animée par Madina Rival, professeur des universités, directrice du LIRSA, Cnam ; 3/ « Mesures et démesures de la dette publique », animée par Yuri Biondi, CNRS, Université Paris-Dauphine ; 4/ « Le régalien et le transnational », animée par Florian Favreau, docteur, EM Normandie, FMSH ; « L'État transnational » avec une introduction de Gilles Lhuillier, professeur des universités, ENS Rennes, FMSH.

Cinq articles issus des communications de ce colloque, ayant suivi la procédure normale de révision, sont publiés dans ce dossier spécial.

Signalons aussi la *présentation des ressources, activités et productions de l'IGPDE au service des chercheurs* par Virginie Ma-Dupont, chargée de recherches au bureau de la recherche de l'IGPDE.

Que tous les participants soient ici remerciés pour leurs apports. Les échanges furent riches durant ces deux jours sur un sujet ô combien délicat, difficile et d'une actualité brûlante. Nous le reprendrons car c'était une première dans la dimension critique et évolutive des concepts de souveraineté et de régalien... et le sujet est loin d'être épuisé !